

## CONSEIL d'ADMINISTRATION 2025

---

Le mercredi 2 Avril 2025 à 16h30

A Mairie Déléguée de Machecoul Saint-Même

### PROCES VERBAL DE COMPTE RENDU ICRePSE

Date de signature : 26 Juin 2025

La Présidente de l'ICRePSE	La Secrétaire de l'ICRePSE	La Trésorière de l'ICRePSE
Madame Laurence HUC	Madame Marie THIBAUD	Madame Matilda CHANTREAU
		

# PROCES VERBAL DE COMPTE RENDU

**Horaire de début de la réunion : 16h30**

Présidente de séance : Laurence HUC, Toxicologue, Directrice de recherche INRAE

## A. Liste des membres du Conseil d'Administration présents

La liste des membres du Conseil d'Administration répartis par collège est présentée ci dessous :

	Présence
<b>Collège 1 « Citoyens » : 7 membres – voix délibératives</b>	
<b>Marie THIBAUD</b> , fondatrice du collectif Stop aux Cancers de nos Enfants, mandataire de l'ICRePSE - désignée lors de l'AGC le 26 Avril 2023	Présente
<b>Matilda CHANTREAU</b> , membre du collectif Stop aux Cancers de nos Enfants, mandataire de l'ICRePSE - désignée lors de l'AGC le 26 Avril 2023	Présente
<b>Stéphanie POUSSIN</b> , membre du collectif Stop aux Cancers de nos Enfants	Présente
<b>Valérie ROUSSEAU</b> , membre du collectif Stop aux Cancers de nos Enfants	Présente
<b>Jean-Marie MONIER</b> , membre du collectif Stop aux Cancers de nos Enfants	Présent
<b>Annie THEBAUD-MONY</b> , présidente de l'association HENRI PEZERAT	Présente
<b>Pierre SOUVET</b> , médecin, président de l'ASEF (Association Santé Environnement France)	Présent en début de séance (jusque évocation campagne de financement) Puis excusé (pouvoir donné à MT)
<b>Collège 2 « Chercheurs / praticiens de santé » : 4 à 5 membres – voix délibératives</b>	
<b>Laurence HUC</b> , toxicologue, directrice de recherche INRAE, mandataire de l'ICRePSE - désignée lors de l'AGC le 26 Avril 2023	Présente
<b>Annie THEBAUD-MONY</b> , sociologue émérite de l'INSERM	Présente
<b>Solène RICHARD</b> , coordinatrice de la CPTS Pays de Retz	Présente
<b>Nathalie ARDON</b> , médecin généraliste et membre de la CPTS Pays de Retz	Excusée (pouvoir donné à MT)
<b>Collège 3 « Acteurs locaux » : jusque 4 membres – voix délibératives</b>	
<b>ATLANTIC'EAU</b> – Invité à siéger	Excusé
<b>Chambre d'agriculture des Pays de La Loire</b> – Invité à siéger Représentée par <b>Anthony MOREAU</b> , Président délégué de l'antenne du Pays de Retz et <b>Sylvain LEBAIN</b> , Responsable territoire du Pays de Retz	Présent
<b>ENEDIS</b> – Invité à siéger	Excusé
<b>Fédération des Maraichers Nantais</b> – Invité à siéger	Abs de réponse
<b>Collège 4 « Collectivités » : à partir de 4 membres – voix consultatives</b>	
<b>Au titre de la région</b>	

<b>Au titre de la région des Pays de la Loire</b> <b>Claire HUGUES</b> , Vice-présidente du conseil régional des Pays de la Loire	Excusée
<b>Au titre du département</b>	
<b>Au titre du département de Loire Atlantique</b> <b>Chloé GIRARDOT- MOITIE</b> - Vice-présidente du Conseil Départemental	Présente
<b>Au titre d'une EPCI</b>	
<b>Au titre de Pornic Agglo Pays de Retz</b> <b>Pierre MARTIN</b> , Vice-Président Pornic Agglo Pays de Retz	Présent
<b>Au titre de Sud Retz Atlantique</b> <b>Laura GLASS</b> , Vice-présidente habitat et vie sociale, communication - SRAC	Présente
<b>Au titre d'une municipalité</b>	
<b>Au titre de la Mairie de Machecoul-Saint-Même</b> <b>Valérie TRICHET</b> , Adjointe Jeunesse et Sport - Machecoul-Saint-Même	Présente
<b>Mairie de Saint-Mars-de-Coutais et Rouans</b>	Excusés
<b>Mairies invitées à siéger : Sainte-Pazanne, Cheix-en-Retz, Port-Saint-Père, Saint-Hilaire-de-Chaléons, Villeneuve-en-Retz, Le Pellerin</b>	Absence de réponse
<b>Collège 5 « Organes Techniques » jusque 4 membres – voix consultatives</b>	
<b>Observatoire Régional de Santé – Invité à siéger</b>	Excusé

La liste des personnes assistants au CA est présentée ci dessous :

**En qualité d'intervenants**

Vinciane BECHU – Expert-comptable – Baker Tilly France  
Solenn LE BRUCHEC - Directrice – ICRéPSE

**En tant qu'invité permanent du CA**

Chantal GLOAGUEN – ARS – Directrice déléguée Santé environnementale

**Invités à titre individuel**

Michel BESNARD – Président Collectif SVPO  
Magali DENIS-Collectif SCE  
Karine FOUQUET – Conseillère départementale de Loire Atlantique  
Gilles RAVARD– représentant Loire Atlantique Collectif SVPO

**Invités excusés**

Présidence et Délégation régionale, Santé Publique France Pays de La Loire  
Philippe GROVALET, Sénateur de Loire-Atlantique  
Sandrine JOSSO, Députée de Loire-Atlantique

## 2. Ordre du jour

L'ordre du jour est le suivant :

- Adoption de l'ordre du Jour
- Adoption du Règlement Intérieur
- Présentation des actions en cours et à venir
  - Administratif
  - Financier dont Présentation du bilan financier 2024 par Vinciane Becchu
  - Communication
  - Actions scientifiques
  - Actions citoyennes
  - Présentation de Camille
- Questions diverses

### A. Ordre du jour

Le conseil d'administration ouvre la séance par l'adoption de l'ordre du jour, qui est approuvé à l'unanimité.

### B. Règlement Intérieur

Le règlement intérieur est présenté et discuté, notamment sur les cotisations qui seront fixées lors de la prochaine réunion. Le règlement intérieur est adopté à l'unanimité.

### C. Présentation des actions

*Présentation transmise le*

#### 1. Administratives

Reconduction pour 2025 de la mise à disposition des locaux par la mairie de Machecoul Saint-Même.

#### 2. Financières

Présentation du bilan financier par Vinciane BECHU- DM-Associé – Baker Tilly

Présentation du bilan des adhésions (45 adhésions) et des donations/mécénats (plus de 40 contributeurs).

Résultats positifs des financements obtenus (Université de Toulouse, Fondation Eurofins).

Décision de lancer une campagne de financement visant à collecter 100 000 € pour la recherche, démarrant le 15 février avec un événement phare les 12-13 septembre 2025, sous le parrainage de Séverine GUERIF.

#### 3.Communication :

Visibilité accrue dans les médias avec un accompagnement par l'agence Sowan, validation du logo et mise en place d'un nouveau site web.

#### 4. Scientifiques :

Activités du conseil scientifique et des projets de recherche, notamment sur l'étude de bio-imprégnation, le projet CIED en collaboration avec l'Université de Toulouse.

Candidatures à appels à projets en cours.

#### 5. Citoyennes :

Développement d'actions de sensibilisation avec les professionnels de santé (CPTS Pays de Retz et Loire Vendée Ouest).

Partenariats et actions citoyennes avec des collectivités, forums, ciné-débats et collectifs citoyens.

#### 6. Stage

Présentation du stage de Master 2 par Camille Lavaux (EHESP), portant sur l'analyse des facteurs de risque associés aux cancers pédiatriques.

#### 7. Questions diverses

Discussions diverses concernant les actions futures et les collaborations potentielles.

Prochaine date de réunion de CA envisagée en Octobre.

## D. Objectifs à venir

Etude de biosurveillance sur les 9 communes prioritaires d'action selon ce que permettront les financements cf campagne de financement.

Renforcer le conseil scientifique avec des expertises data science, biostatistiques, ondes électromagnétiques.

Développer un programme d'actions citoyennes soutenu par la CPAM et répondre à l'appel à projet 'Zéro Phtalates' lorsque celui-ci sera édité.

Recueillir les financements pour la réalisation d'une thèse en géographie de la santé en octobre 2025 (projet NAIMCO).

Renforcer la structuration du Conseil Citoyen : charte, newsletter, mobilisation bénévole.

Nouer un partenariat universitaire solide, notamment en local avec l'Université de Nantes (chaire Forger) et les laboratoires de recherche CNR, INSERM.

Soutenir la coordination multi-niveaux (CPTS, collectivités, association, etc.). Ex : collaboration avec association Sport / Santé pour les actions de mobilité douce (Poulp'- Bernerie).

Valoriser les données produites pour influencer les politiques publiques locales.

Réaliser un partenariat avec les agriculteurs du territoire.

## E. Retour du Conseil d'administration

Le Conseil départemental maintient son soutien auprès de l'Institut en évoquant son choix politique de protéger l'institut dans le contexte de sa naissance sans garantie de préserver le montant de la subvention dans un contexte de crise avec des recettes en diminution et des dépenses sociales croissantes.

Procédure de reconnaissance d'Intérêt général particulièrement sécurisante pour les possibilités de mécénat et donation évoquée par Vinciane BECCHU, notamment les possibilités de mécénat en nature avec un conventionnement entrepreneurial l'encadrant. Marie THIBAUD évoque nos besoins en support administratif.

Etude de biosurveillance sur les 9 communes prioritaires d'action selon ce que permettront les financements : questionnaire sur le périmètre géographique de l'étude (rappel des 9 communes pour lesquelles le signalement de cancers pédiatriques a été réalisé auprès du collectif SCE) par Anthony MOREAU et de la puissance statistique par Chantal GLOAGUEN. Réponses d'Annie THEBAUD MONY, Laurence HUC et Solenn LE BRUCHEC : choix de délimiter le projet sur un périmètre restreint pour approfondir notre connaissance du territoire en lien avec les hypothèses de travail établies et de garder un certain degré d'homogénéité pour émettre des propositions de mesures ciblées. La puissance statistique ne prime pas mais c'est le niveau d'imprégnation des enfants sur un territoire, la connaissance des expositions étant une donnée manquante pour faire évoluer les politiques publiques. Souhait d'étendre cette étude pilote à l'avenir.

Besoin exprimé de réassurance face aux données environnementales : questionnaire sur l'accompagnement indispensable des familles par Valérie TRICHET. Laurence HUC évoque l'expérience que représente l'étude citoyenne menée à La Rochelle en 2024 en matière de restitution publique et individuelle avec un accompagnement individualisé. Prise en compte de chaque facteur de risque dans un contexte multifactoriel.

Intérêt exprimé par la Chambre d'Agriculture pour les particularités de pratiques agricoles et industrielles de chaque territoire évoqué, la plaine d'Aunis et le Pays de Retz.

Questionnement par Vinciane BECCHU sur les modalités d'inclusion des enfants et l'âge ciblé : inclusion sur une base volontaire pilotée par l'ICRePSE auprès des enfants âgés de 3 à 18 ans. Solenn Le BRUCHEC évoque la proposition de supports pédagogiques type livrables informatifs sur les molécules, leurs effets, etc., ciblées en fonction des parcours individuels.

Interrogation par Anthony MOREAU sur l'existence d'autres territoires pressentis pour être pilotes (ex. zones viticoles). Laurence HUC évoque d'autres projets dont la région bordelaise, mais ceux-ci ne sont pas coordonnés car les questions de fond différent. Elle mentionne également la volonté de promouvoir cette étude dans une démarche d'accompagnement individuel dans un cadre de recherche participative.

Partage de l'exemple de mobilisation citoyenne (riverains) du site minier de Salsigne par Annie THEBAUD MONY pour mieux connaître les pollutions en présence (arsenic, métaux lourds) qui a

conduit à la réalisation d'une campagne de mesure chez les enfants. Cette mobilisation a permis une sensibilisation collective (résidents, médecins, etc.) et une meilleure connaissance contribuant à générer moins d'anxiété chez les populations.

Nécessité de rendre les données existantes visibles et accessibles auprès des citoyens avec une attention particulière à porter aux messages individuels de sensibilisation relayés par l'institut. Ex : Manger, Bouger : mention « 5 fruits et légumes sans pesticide ».

Appel à renforcer les synergies avec les acteurs de terrain. Valérie TRICHET évoque l'Université de Nantes et ses laboratoires de recherche CNRS, INSERM comme partenaire éventuel dans le cadre de réponse à appel à projets sur le volet Sciences Humaines porté par la région.

Proposition d'inclure des collégiens/lycéens via des projets pédagogiques à moyen terme. Ex : Karine FOUQUET propose de relayer nos actions au sein du CA du collège de Machecoul St Même.

Le collectif du soutien aux Victimes des Pesticides de l'Ouest remercie la Chambre d'Agriculture de sa présence, souligne la nécessité du partage des données par les organisations de type ARS et MSA et réitère son soutien auprès de l'Institut par la reconduction de la prise en charge des loyers.

Solenn LE BRUCHEC souligne l'importance de l'obtention de toutes les données et mesures déjà connues sur le territoire auprès de l'ARS, qui donne son accord pour le partage des données.

Evocation par le bureau du partenariat envisagé avec le CHU d'Amiens, dans le cadre d'un projet visant à étendre la consultation Cancers pédiatriques et Pesticides mise en place par le Dr Sylvain CHAMOT à d'autres territoires, tels que les Pays de la Loire. A noter, le CHU de Nantes l'a initié dans le cadre des fentes labiopalatines depuis plusieurs mois.

Evocation des proportions des causes génétiques versus les causes environnementales dans la survenue des cancers, notamment pédiatriques.

Annie THEBAUD MONY souligne l'importance de développer la connaissance des expositions afin de sortir de l'ignorance et de mieux comprendre l'augmentation de l'incidence des cancers en l'illustrant par les travaux menés au sein des GISCOPE93 et GISCOPE84 sur la prise en compte de la polyexposition. Cette meilleure compréhension des pathologies permettra de mieux prendre en charge les professionnels exposés (ex agriculteurs).

Evocation par Anthony MOREAU des évolutions de la connaissance des pesticides et des pratiques dans le monde agricole en termes de risque, conduisant à la réduction de la quantité utilisée. Il souligne la nécessité d'accompagner les transitions agricoles de manière sociétale. Ex. de la consommation de l'alimentation biologique qui a chuté post Covid, avec des conséquences sur les déconversions des professionnels ; de la tenue des registres

phytosanitaires à la parcelle. Marie THIBAUD, Laurence HUC et Solenn LE BRUCHEC questionnent sur les possibilités d'accès à ces registres avec la finesse d'usage sur les parcelles à des temps donnés plus grande que les données accessibles en open data. La chambre d'agriculture se positionne ouverte à cette mise à disposition qui sera discutée ultérieurement dans une volonté de travail collaboratif entre les acteurs et de transparence vis-à-vis des populations.

Chloé GIRARDOT-MOITIE souligne l'intérêt de comprendre la part de chacun sur le volet bio, ce qui relève du citoyen qui est consommateur, du modèle agricole qui a sa part de responsabilité aussi, tout en prenant en compte les enjeux de pouvoir d'achat.

A partir du moment que dans un territoire il y a une conversation qui s'anime de bonne foi pour partager les enjeux et problématiques de chacun, nous allons forcément limiter les tensions, comprendre les contraintes de l'autre et identifier les pistes de progression collective. Le fait que ce soit un institut citoyen place le débat au bon endroit.

Sylvain LEBAIN précise que c'est le sens de la démarche initiée il y a deux ans avec le conseil de développement de Pornic Agglo en réalisant une soirée débat sur la filière courte, avec des témoignages d'agriculteurs. A tirer d'exemples sur le territoire : un agriculteur sur 4 valorise sa production en vente directe, 26 % de la surface exploitée en AB.

Vinciane BECCHU relève l'importance de se connaître pour mieux échanger et éviter les stigmatisations et poursuivre la sensibilisation, l'accompagnement sur les questions d'alimentation. Focus sur la restauration collective qui est un sujet prioritaire (ex. projet Ma cantine).

### Conclusion

Forte adhésion au projet, volonté d'impliquer davantage les citoyens et les agriculteurs dans la gouvernance, en évitant la stigmatisation.

Reconnaissance du rôle de l'ICRePSE dans la médiation entre monde scientifique, citoyen et acteurs locaux.

**ICRePSE**

Mail : [contact@icrepse-institut.org](mailto:contact@icrepse-institut.org)

[www.icrepse-institut.org](http://www.icrepse-institut.org)

